



CNESER plénier du 2 juillet 2024

DÉCLARATION LIMINAIRE

*Madame la ministre,
Mesdames et messieurs,*

Quoique certain·es veulent laisser croire, la situation politique du pays influe et influera inévitablement sur les conditions d'exercice de nos métiers. Il est donc de la responsabilité des organisations syndicales de s'exprimer sur cette situation et de dire en quoi telle configuration est favorable ou défavorable aux revendications des personnels et à la défense de leurs droits, permet ou au contraire interdit les avancées qui leur semblent nécessaires.

C'est ainsi que, pour l'enseignement supérieur et la recherche (ESR), le SNESUP-FSU, le SNCS-FSU et le SNASUB-FSU se sont exprimés pour mettre en évidence que l'extrême droite constitue un danger pour l'ESR et ses personnels. La mise en œuvre de son programme réactionnaire et liberticide va à l'encontre de nos revendications et propositions pour l'université ([voir ici pour le SNESUP](#)) en prônant la préférence nationale pour les étudiant·es et les personnels, la mise au pas réactionnaire en matière pédagogique, la répression de toute contestation, la priorité à l'apprentissage et aux cadeaux fiscaux aux entreprises, le soutien aux formations courtes et privées, des "bourses au mérite", etc. Jamais l'extrême droite ne s'est préoccupée de la démocratie universitaire ni du sous-financement chronique des universités, des services et des laboratoires ! Jamais elle n'a parlé de la dégradation des conditions de travail pour tou·tes les personnels et des conditions d'études pour les étudiant·es. Alors que l'actuelle austérité et celle prévue dans le projet de loi de finances 2025 par le gouvernement va d'ores et déjà amplifier la dégradation de la plupart des budgets de chaque université, l'arrivée de l'extrême droite aggraverait encore la situation et sonnerait le glas d'une université ouverte à toutes et tous, émancipatrice et ambitieuse. Cette université, dont nous appelons de nos vœux le maintien et le développement, a déjà été fortement attaquée par les gouvernements

qui se sont succédés depuis sept ans. En particulier, la non prise en compte des avis des instances consultatives, et notamment de ceux du CNESER, crée des conditions qui fragilisent grandement l'ESR. Alors que Gabriel Attal vient d'annoncer qu'il suspendait la réforme de l'assurance chômage, nous attendons que celle de la formation des enseignant·es contre laquelle la communauté s'est fortement mobilisée, et qui a fait l'objet de deux motions défavorables votées par le CNESER, subisse le même sort.

Les résultats du premier tour des élections législatives rendent les craintes que nous exprimons plus proches que jamais de devenir des réalités. Devant ce danger, notre devoir de syndicaliste est de collectivement prendre parti contre l'extrême droite et pour le progrès social, et d'agir autant que nous le pouvons, avec ce qu'il nous reste d' "optimisme de la volonté", pour faire obstacle à ce que l' extrême droite et ses idées pèsent encore davantage sur l'avenir de l'ESR.

Dans ce contexte, Madame la ministre, la tenue du CNESER aujourd'hui, sans votre présence qui plus est, nous paraît malvenue et nous ne siégerons donc pas aujourd'hui. L'heure est à la mobilisation pour convaincre nos concitoyens et concitoyennes, quelle que soit leurs circonscriptions, de faire front pour battre l'extrême droite ([voir communiqué de la FSU ICI](#)).